



Approuvé par l'Agora le 16 mai 2022

ACCESSIBILITÉ DES JEUNES AU SPORT

POINTS ABORDÉS DANS L'AVIS

CONTEXTUALISATION

LA CONSULTATION

- Méthodologie

DÉVELOPPEMENT DE L'AVIS

- Découverte du sport
- Coût de l'activité sportive
- Motivation pour la pratique sportive
- Freins et entraves à la pratique sportive
- Moyens pour rendre le sport plus accessible
- Promotion du sport

CONCLUSION

PLAIDOYER

CONTEXTUALISATION

Le sport joue un rôle important dans l'équilibre physique et mental des jeunes, constat confirmé par les expériences de confinement. L'arrêt soudain et forcé de multiples activités sportives a eu des répercussions néfastes sur la santé de beaucoup de jeunes. *A contrario*, en pratiquant ou en s'initiant à la course à pied, au vélo... d'autres personnes ont trouvé une échappatoire et un moyen de se libérer physiquement et mentalement du poids de cette pandémie.

En tant que porte-parole des jeunes belges francophones, le Forum des Jeunes s'interroge sur l'accès aux activités sportives. En effet, en novembre 2019, les participant·e·s à la journée Contre-Courant, événement participatif du Forum des Jeunes, s'interrogeaient sur cette thématique. En janvier 2021, une Team Sport et Jeunes se constituait. Afin de répondre aux préoccupations du Forum des Jeunes, la Team abordait ce sujet au travers de deux des sept axes stratégiques du Forum que sont la réduction des inégalités et la promotion de la diversité. Pour connaître le vécu et l'avis des jeunes sur ce sujet, la Team décidait de lancer, dès mars 2021, une consultation auprès des jeunes de 16 à 30 ans en Fédération Wallonie-Bruxelles. Cette consultation a été prolongée suite à la crise sanitaire, et a été clôturée le 1er décembre 2021 avec **1123** personnes sondées.

Au terme de celle-ci, à partir de l'analyse des réponses et des attentes des personnes sondées, le présent avis sur l'accessibilité des jeunes au sport a été développé et finalisé en juin 2022.

Cet avis part du constat que les jeunes ont majoritairement découvert leur sport grâce à leurs proches (famille ou connaissance). Il serait dès lors important de promouvoir tous les sports via notamment l'école et les médias pour toucher davantage de jeunes. En outre, le coût des activités est, selon les jeunes, un véritable frein à la pratique sportive. Un soutien financier de la part des autorités publiques pour les clubs et les jeunes pourrait rendre le sport plus accessible en Fédération Wallonie-Bruxelles. Les discriminations (socio-culturelles, genre, handicap...) sont également perçues comme un frein à la pratique sportive. En favorisant l'inclusion et en luttant contre les stéréotypes, on permettra à davantage de jeunes de pouvoir pratiquer un sport. Enfin le manque d'infrastructures et la difficulté d'y accéder empêchent les jeunes de pouvoir s'adonner à la pratique sportive. Une politique visant à développer ces infrastructures permettrait de remédier à cette problématique. Nous développerons cet Avis à partir des résultats de la consultation.

LA CONSULTATION



MÉTHODOLOGIE

Le Forum des Jeunes est le porte-parole des jeunes de 16 à 30 ans résidant en Fédération Wallonie-Bruxelles. Ces jeunes ont donc été la cible de l'enquête.

Plus de **60%** des personnes consultées étaient encore aux études, ce qui est dû au fait que la consultation était effectuée en ligne, d'un côté, et dans les écoles partenaires du Forum des Jeunes, de l'autre. La tranche d'âge 16-18 ans (**48,46%**) est de fait largement représentée. De même, on trouve plus de jeunes 19-24 ans (**34,90%**) que des personnes de 25 à 30 ans (**16,64%**). Il est à noter que la représentation féminine (**56,7%**) est plus importante que la masculine (**42,5%**). Cet écart est habituel et même moins important que dans la plupart des sondages du Forum. Moins de **1%** des personnes consultées ne se retrouvent pas dans ces deux genres.

On constate que les personnes sondées résident dans tous les arrondissements de la Fédération Wallonie-Bruxelles. En outre, **40,5%** des jeunes disent vivre en ville, **33,5%** à la

campagne et **26%** entre les deux ou en alternance entre la ville et la campagne. Ces chiffres témoignent d'un équilibre entre les jeunes résidant en milieu rural, urbain ou entre les deux.

Enfin, sur ces 1123 personnes sondées, **81,40 %** pratiquent un sport, **14,30 %** ont pratiqué un sport, mais ont arrêté et **4,30%** n'ont jamais pratiqué un sport. Cette forte représentativité des jeunes pratiquant un sport peut sans doute s'expliquer par le fait que la consultation a également été relayée par quelques fédérations sportives et des échevin·e·s du Sport. On voit dans les chiffres l'effet de ces relais puisque **80%** de ces personnes qui déclarent pratiquer un sport le font dans un club.

DÉCOUVERTE DU SPORT

Dans un premier temps, il a été demandé aux jeunes pratiquant ou ayant pratiqué un sport ce qui les y avait amené·e·s. Comme les jeunes avaient la possibilité de donner plusieurs réponses à cette question, les pourcentages sont à nuancer. **41%** des répondant·e·s expliquent avoir été en contact avec une personne qui le pratiquait, ou y avoir été inscrit·e par leurs parents. La proximité (**28%**) et la qualité (**19,45%**) des infrastructures semblent également jouer un rôle déterminant dans la découverte d'un sport.

Les médias (**13,68%**) ainsi que l'école ou les structures de jeunesse (**14,24%**) ont permis à des répondant·e·s de découvrir leur sport. On remarque également qu'il n'est pas si fréquent (**8,28%**) d'être amené·e à pratiquer un sport suite à une démonstration d'un club ou d'un·e sportif·ve.

Enfin, seulement **3,60%** disent avoir découvert leur activité grâce à la promotion ou à la publicité.

Dans la plupart des cas, on constate donc que la pratique d'un sport est initiée par des proches. Dans une moindre mesure, la découverte d'un sport peut aussi être apportée par d'autres biais comme l'école, les médias ou les structures de jeunesse. Nous le verrons d'ailleurs en fin de consultation, les personnes interrogées accordent beaucoup d'importance à la promotion du sport dans les écoles, les clubs et les médias afin d'encourager la pratique de celui-ci.

QU'EST-CE QUI T'A AMENÉ·E À PRATIQUER CE SPORT ? (PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES)

Mes parents m'ont inscrit·e ou initié·e à ce sport	41,00%
Je connaissais une personne qui le pratiquait	41,00%
J'ai découvert ce sport grâce aux médias (retransmissions de compétitions, articles...)	13,68%
J'ai vu des promotions, publicités pour ce sport	3,6%
J'ai découvert ce sport à l'école ou dans une structure de jeunesse	14,24%
J'ai découvert ce sport lors d'une démonstration (d'un club ou d'un·e sportif·ve)	8,28%
J'étais proche d'un endroit qui proposait ce sport	28,00%
Je disposais d'un cadre et d'un environnement agréables pour pratiquer ce sport	19,45%
Autre	8,75%

COÛT DE L'ACTIVITÉ SPORTIVE

Lorsqu'on interroge les jeunes sur le coût de leur activité sportive, il existe une légère différence entre les sportif·ve·s et celles et ceux qui ont abandonné le sport. Ce sont surtout les jeunes pratiquant un sport qui trouvent que le coût de la cotisation et de l'équipement est cher ou trop cher. Les autres personnes ont peut-être oublié l'aspect pécuniaire vu qu'elles ont abandonné toute activité sportive. Si en plus elles ont pratiqué ce sport très jeunes, les coûts de l'activité étaient pris en charge par les parents, d'où une certaine ignorance de cette problématique.

Il est difficile de donner des chiffres, tellement le coût d'une cotisation et de l'équipement varie en fonction des sports et des différents clubs d'une même discipline sportive. Toutefois, même dans des sports dits démocratiques, les frais à charge des membres ne sont certainement pas négligeables.

CONCERNANT LE COÛT DE LA PRATIQUE DE TON SPORT :

JEUNES QUI PRATIQUENT UN SPORT					
	Peu cher	Raisonnable	Cher	Trop cher	Je ne sais pas ou non concerné-e
Le montant de ma cotisation est :	8,56%	42,92%	28,95%	10,91%	8,66%
Le coût de mon équipement est :	11,84%	38,37%	29,69%	15,31%	4,80%

JEUNES QUI NE PRATIQUENT PLUS UN SPORT					
	Peu cher	Raisonnable	Cher	Trop cher	Je ne sais pas ou non concerné-e
Le montant de ma cotisation est :	9,38%	47,50%	22,50%	7,50%	13,13%
Le coût de mon équipement est :	18,13%	36,25%	25,00%	8,13%	12,50%

MOTIVATION POUR LA PRATIQUE SPORTIVE

Lorsque l'on demande aux jeunes ce qui peut les motiver à pratiquer un sport, 8 sur 10 répondent que c'est bon pour la santé physique. Presque 8 jeunes sur 10 pratiquant un sport pensent que c'est bon pour la santé mentale. Il n'y a plus que **65%** qui le pensent dans celles et ceux ne pratiquant plus de sport et seulement **54%** chez les jeunes n'ayant jamais pratiqué un sport. Un troisième point mis en exergue dans cette consultation est la rencontre et l'échange avec d'autres personnes grâce au sport : **70%** pour les pratiquant-e-s, **55%** pour les personnes ayant abandonné le sport et **40%** pour celles n'ayant jamais pratiqué un sport.

On peut le constater dans ces chiffres, même si une majorité de personnes pense que la pratique d'un sport peut être une grande motivation pour la santé physique, mentale, mais également pour les relations sociales, les personnes pratiquant un sport sont encore davantage convaincues que ces trois points sont un véritable bénéfice. C'est sans doute le fruit de leur expérience sportive.



8 JEUNES SUR 10

PRATIQUANT UN SPORT PENSENT QUE
C'EST BON POUR LA SANTÉ MENTALE

Ceci confirme ce qu'il s'est passé lors du confinement en 2020. Les jeunes ont été privé·e·s de certaines activités sportives. Les témoignages retranscrits dans le Mémoire du Forum des Jeunes¹ vont dans le même sens que les résultats de la consultation. Celui d'un·e jeune, repris dans ce Mémoire de la campagne d'Amnesty «Mon cri», montre combien le sport est primordial pour l'équilibre et la socialisation des jeunes.

Il est évident que les jeunes ont besoin du sport pour se dépenser, se socialiser et développer leur confiance en soi. Davantage encore, celui-ci rend heureux : Non seulement, le sport, c'est une façon de se sociabiliser. Mais aussi, cela rend heureux grâce aux endorphines, au dépassement de soi, à la discipline que cela implique, etc. Le sport contribue donc à notre santé mentale.

(Témoignage Mon Cri)



SELON TOI, QU'EST-CE QUI TE MOTIVE OU PEUT MOTIVER D'AUTRES JEUNES À PRATIQUER UN SPORT ? (PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES)

JEUNES QUI PRATIQUENT UN SPORT	
C'est bon pour la santé physique	81,47%
C'est bon pour la santé mentale	78,82%
La rencontre et l'échange avec d'autres personnes	70,47%

JEUNES QUI NE PRATIQUENT PLUS UN SPORT	
C'est bon pour la santé physique	75,00%
C'est bon pour la santé mentale	65,63%
La rencontre et l'échange avec d'autres personnes	55,63%



JEUNES QUI N'ONT JAMAIS PRATIQUÉ UN SPORT	
C'est bon pour la santé physique	76,36%
C'est bon pour la santé mentale	54,55%
La rencontre et l'échange avec d'autres personnes	40,00%

FREINS ET ENTRAVES À LA PRATIQUE SPORTIVE

Une large majorité des jeunes pense que c'est le coût des frais de cotisation, suivi du coût des frais d'équipement qui peuvent freiner ou empêcher l'accès au sport. C'est surtout chez les jeunes qui pratiquent (**71,28%**) ou ont pratiqué un sport (**66,25%**) que les réponses dans ce sens sont les plus nombreuses. On le voit, l'aspect financier est un enjeu fondamental pour l'accessibilité des jeunes au sport.

Il existe sans doute une inégalité entre les jeunes, selon le milieu socio-économique dont elles-ils sont issu·e·s. On retrouve d'ailleurs dans certains témoignages du mémoire du Forum des Jeunes cette préoccupation :

Moi, je crois qu'il faut juste donner plus de moyens aux jeunes. Je trouve que c'est compliqué de commencer un sport en 2021 sans se ruiner. C'est vraiment fort cher quand même. La course à pied tout seul. L'équipement, ça coûte cher et il y a beaucoup de jeunes qui n'ont pas les moyens de faire ça et du coup, qu'ils se rabattent sur des passions un peu moins onéreuses.

(L., 18 ans)



1. Forum des Jeunes, Être jeune en 2021, Mémoire, disponible sur le site internet <https://forumdesjeunes.be/wp-content/uploads/2021/11/Memorandum-Etre-Jeune-en-2021.pdf>.

Pour étayer ces témoignages, on peut citer quelques chiffres d'un rapport de l'Observatoire de la Santé et l'Observatoire en Région bruxelloise concernant les jeunes². Comment imaginer, au vu de ces chiffres éloquentes, que le sport puisse être accessible à la jeunesse, submergée par d'autres priorités?

- 13% des jeunes (18-24 ans) perçoivent un revenu d'intégration sociale ou équivalent
- Parmi les jeunes, plus d'1 sur 10 a quitté prématurément l'école, sans avoir obtenu le diplôme de l'enseignement secondaire supérieur
- 4 jeunes bruxellois-e-s sur 10 vivent sous le seuil de précarité

Et ces problèmes sociaux, selon ce rapport, vont probablement augmenter suite à la crise Covid.

- 45% des jeunes belges connaissent des problèmes financiers suite à la crise du coronavirus (Febelfin)
- 32% de jeunes ont perdu complètement ou partiellement des jobs étudiants (~70% en disposent vs. 36% en 2006), créant des difficultés de financement non négligeables parmi eux.
- 32% ont des difficultés à payer leurs études.
- 22.7% ont des difficultés à payer leurs frais scolaires.
- 25% ont des difficultés à payer leurs frais alimentaires.

L'inflation galopante en 2022 liée à la guerre en Ukraine ne fera sans aucun doute qu'accentuer ces difficultés financières empêchant ces jeunes de pratiquer un sport.

Cette problématique cruciale sera d'ailleurs évoquée dans la suite de la consultation, lorsque les personnes sondées seront amenées à proposer des solutions pour rendre le sport plus accessible aux jeunes.

62% DES JEUNES INTERROGÉ-E-S

ESTIMENT QUE LE MANQUE DE TEMPS PEUT ÊTRE UN FREIN À UNE ACTIVITÉ SPORTIVE



En outre, **62%** des jeunes estiment que le manque de temps peut être un frein à une activité sportive. L'ensemble des jeunes, aujourd'hui, est sollicité par énormément de distractions et peut parfois manquer de temps. Mais ce chiffre peut susciter une réflexion sur l'emploi du temps des jeunes. Les jeunes dans le monde du travail sont souvent astreint-e-s à des horaires exigeants afin de faire leur place dans le marché de l'emploi et de la compétitivité. Certain-e-s doivent même concilier leurs études et un job étudiant ou bien cumuler de petits boulots pour pouvoir assurer leur subsistance. Ce qui réduit énormément leurs possibilités de loisirs.

Ce manque de temps est déjà présent dès le plus jeune âge. Notre système scolaire est assez chronophage. Les jeunes passent énormément de temps sur les bancs de l'école et quand ces jeunes reviennent à leur domicile, une deuxième journée commence, car l'étude, les devoirs et les travaux les attendent.

61% des personnes sondées estiment simplement n'avoir ni l'envie ni la motivation de pratiquer un sport. Ce chiffre peut sembler contre-intuitif étant donné qu'une écrasante majorité de jeunes semble reconnaître les effets bénéfiques du sport (voir supra) pour la santé physique, mentale et les relations sociales (voir supra). Comment, dès lors, susciter cette motivation ? Quant à ce manque de motivation, des pistes de solutions seront évoquées à la fin de la consultation.

De même, plus de **4 jeunes sur 10** pratiquant ou ayant pratiqué un sport pensent que l'apparition de difficultés physiques : blessures, maladies chroniques, douleurs,... peut également freiner ou empêcher la pratique d'un sport. Il est important d'avoir des staffs sportifs attentifs à la santé des jeunes. La médecine sportive doit également être développée et accessible au plus grand nombre, et non pas réservée à l'élite sportive.

La mobilité douce est aussi évoquée dans cette consultation puisque plus de **3 jeunes sur 10** estiment que la difficulté d'accès aux infrastructures par la mobilité douce freine ou empêche la pratique sportive. Ce constat peut faire référence à la localisation de certaines infrastructures parfois éloignées des points d'arrêt des transports en commun. Mais surtout, vu que la plupart des activités se déroulent en soirée, parfois tardivement, il est difficile de bénéficier de transports en commun ou de pistes cyclables sécurisées. De nombreuses personnes doivent donc, si elles en disposent, utiliser leur propre véhicule ou dépendre d'un tiers pour pouvoir se rendre à leur activité.

En outre, le manque d'infrastructures sportives ouvertes à toutes et à tous est également pointé par 30 % des jeunes comme un véritable frein. D'ailleurs, dans le memorandum, une jeune témoignait également de la difficulté de trouver, en fin de journée, des infrastructures accessibles. Celles-ci sont exclusivement réservées aux clubs.

Pour le sport, avec les cours et tout ça, on n'a pas forcément le temps. C'est compliqué d'accéder aux trucs qu'on veut faire. C'est dire que, par exemple, si je finis à 20 heures et bah, je sais très bien que j'ai soit le choix entre la salle de muscu et le badminton. Même après 4 heures ou 5 heures, les salles sont toujours réservées. Par exemple, juste la piste d'athlétisme, je crois qu'elle est disponible un jour sur 3. C'est pas très chouette.

(E., 29 ans)



2. Baromètre social 2019, Etude droits de l'enfant 2020, Iweps et Stadbel.

Cela pose la question de la disponibilité des salles et terrains durant un créneau horaire raisonnable pour l'ensemble des jeunes. Une des solutions serait d'utiliser les infrastructures scolaires après les cours. Les députés wallons Cornillies, Clercy et Witsel ont rendu un rapport en 2020 sur l'utilisation des infrastructures sportives scolaires³. Ce rapport est né suite à la Déclaration de politique régionale 2019-2024 qui souhaitait promouvoir l'utilisation des infrastructures sportives scolaires en collaboration avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, mais aussi de la réforme des subventions en infrastructures sportives. Celui-ci a mis en évidence la possibilité qui existait déjà pour certains clubs d'occuper certaines infrastructures en période extra-scolaire. Ce qui permettait, en outre, aux établissements scolaires d'avoir une rentrée financière. A contrario, d'autres écoles ne pouvaient ou ne voulaient pas accueillir des personnes extérieures ou des clubs sportifs pour diverses raisons : absence d'entrée indépendante de l'établissement scolaire, manque de personnel pour la surveillance, coût énergétique trop élevé, usure du matériel, vétusté du bâtiment, charges administratives... Il ne leur est donc pas toujours facile, ni rentable de louer leurs infrastructures. Si c'est le cas, ces infrastructures sont souvent réservées aux clubs et donc peu accessibles aux particuliers.

Suite à ce rapport et dans le cadre de la réforme du subventionnement des infrastructures sportives, un appel

à projets pour les Infrastructures Sportives Partagées a été lancé le 18 octobre 2021.⁴ Les candidatures devaient être introduites pour le 15 avril 2022 au plus tard. Cet appel a pour objectif d'inciter, par l'octroi de subventions, les pouvoirs locaux, mais aussi les écoles à accueillir les clubs sportifs dans leurs installations en soutenant des partenariats. Cela permettra d'optimiser les occupations des infrastructures existantes et de créer des infrastructures là où elles n'existent pas encore. Toutefois, cet appel à projet est souvent critiqué par les communes et les écoles intéressées, car il leur demande une lourde charge administrative pour pouvoir y répondre.

Quant à la Région bruxelloise, en raison de ses compétences, elle se limite à un appel à projet pour les communes qui désirent effectuer des travaux pour leurs infrastructures. Il n'y a donc pas de possibilités pour les écoles, en dehors de l'enseignement communal, de répondre à cet appel à projet. En outre, en 2021, la Région bruxelloise n'avait plus le budget pour octroyer ces subsides pour le plan triennal 2021-2023. Cet appel à projet a donc été suspendu pour l'année 2021. On le voit, comme en Wallonie, la route est encore longue pour améliorer l'offre de ces infrastructures.

DIFFÉRENTES DISCRIMINATIONS SONT AUSSI, SELON LES JEUNES, UN FREIN À L'ACCÈS AU SPORT :

Pour **3 personnes sur 10** pratiquant ou ayant pratiqué un sport, le handicap peut poser problème à l'accès au sport. On peut saluer le travail considérable de la Ligue Handisport Francophone qui soutient les initiatives visant à rendre plus visible la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap dans les clubs et les associations. Elle est également en appui pour la création et le fonctionnement de ses clubs. Malgré tous ces efforts et les tâches accomplies par la Ligue, l'accessibilité au sport pour toutes ces personnes n'est pas encore gagnée.

Les stéréotypes (sexistes, racistes, homophobes..) sont évoqués par **30%** du panel des personnes pratiquant ou ayant pratiqué une activité sportive. Par contre, chez les non-pratiquantes seulement **12%** pensent que cela peut nuire à l'accès au sport. Cet écart interpelle. Les adeptes ou ex-adeptes du sport semblent davantage mettre en évidence la problématique de la discrimination. Ces jeunes ont sans doute vécu ou été témoins de situations qui justifient leur opinion.

Ces stéréotypes sont ancrés dans notre société. L'école est par ailleurs un facteur de renforcement des inégalités liées au sport. Dès l'enfance, on observe un déséquilibre dans la répartition de l'occupation des cours de récréation. Cela se traduit notamment par des interdictions formelles ou sous-entendues (des garçons qui interdisent à une fille de jouer avec eux au football, des moqueries si un garçon joue à la corde à sauter avec les filles, etc). Cela se reflète également par une monopolisation de l'espace disponible par les garçons, ne rendant pas l'accès facile ou bienveillant pour tous·tes.⁵

3. Rapport introductif sur l'utilisation des infrastructures sportives scolaires, MM. Cornillie, Clercy et Witsel, 20 août 2020.

4. <https://infrastructures.wallonie.be/news/appel-a-projets-pour-les-infrastructures-sportives-partagees>, publié le 20 octobre 2021.

5. <https://bxyz.media/Les-femmes-l-espace-public-et-le-sport-un-trio-impossible>, consulté le 16/05/2022.

En 2014, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles adoptait un décret Éthique⁶, notamment en créant un comité d'éthique et en désignant une personne-relais ou une structure en charge des questions éthiques au sein de chaque fédération sportive reconnue. En 2021, un autre décret⁷ a été adopté en mettant en place un Observatoire de l'éthique sportive et un Réseau d'éthique. L'objectif de ce décret était d'encourager l'éthique sportive au sein du mouvement sportif organisé.

De même dans la Charte du mouvement sportif de la Fédération Wallonie-Bruxelles⁸, le mouvement sportif francophone « *rejette et condamne toutes les formes de discriminations liées à l'âge, au genre, à la race, à l'orientation sexuelle, aux convictions religieuses ou philosophiques, à la langue ou aux caractéristiques physiques. Le terrain est un espace d'expressions ouvert à tous* ».

Ces initiatives montrent que le politique et l'administration ont pris conscience de la problématique.

Aussi, de plus en plus de personnalités sportives dénoncent les discriminations dont elles ont été victimes. Malgré la difficulté, voire la souffrance à pouvoir exprimer publiquement ces injustices, ces personnes ont l'avantage d'être des adultes et de jouir d'une certaine notoriété publique. En juin 2021, Romelu Lukaku déclarait d'ailleurs dans Le Soir « *Je pense que le racisme dans le football n'a jamais été aussi grave qu'aujourd'hui* ». ⁹ En 2021 également, la judokate Charline Van Snick, à travers le collectif **#balanceton sport** dénonce le sexisme dans le sport et l'inefficacité des mesures prises par les pouvoirs publics.¹⁰

Une prise de conscience et parfois une médiatisation de ces discriminations apparaissent depuis quelques années. Mais dans les faits, beaucoup de jeunes, victimes de discrimination, n'osent pas franchir les portes d'un club sportif.

Il existe sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles plusieurs associations qui permettent à ces personnes de pratiquer un sport de façon sereine et conviviale. On peut citer, parmi celles-ci, Liège Gay Sport (LGS) qui accueille toute personne quelle que soit son orientation sexuelle. LGS offre à ces personnes la possibilité de s'inscrire et de pratiquer un sport en dehors de tous les préjugés. À Bruxelles, Play 4 Peace a comme objectif de casser les barrières sociales et culturelles en organisant diverses activités sportives gratuites pour favoriser la rencontre de jeunes de différents horizons (langue, quartier, origines, milieu social, religion,...). Il est à noter que cette association, n'étant pas reconnue comme club sportif, n'est pas prioritaire pour l'accès aux infrastructures sportives communales. Dès lors, comme ces infrastructures sont, la plupart du temps, réservées par les clubs sportifs, Play 4 Peace doit se tourner vers le privé au lieu de bénéficier du soutien des pouvoirs publics.

Ces associations qui ont le mérite d'exister, souhaiteraient à terme être dissoutes. Ce qui montrerait que les discriminations auraient complètement disparu et que l'inclusion serait une réalité. Mais actuellement, on est loin de ce souhait.

C'est donc en amont qu'il serait important de travailler le sujet par une **sensibilisation**, car les différentes formes de discrimination sont souvent ancrées dans la société avant même que les jeunes aient accès au sport. Il leur est difficile, surtout au moment de l'adolescence de pouvoir s'affirmer et de s'intégrer dans des groupes sportifs qui peuvent véhiculer de nombreux stéréotypes.

6. https://etaamb.openjustice.be/fr/decret-du-20-mars-2014_n2014029285.html, consulté le 10/05/2022.

7. https://etaamb.openjustice.be/fr/decret-du-14-octobre-2021_n2021042966.html, consulté le 10/05/2022.

8. https://www.sport-adepts.be/index.php?eID=tx_nawsecured1&u=0&g=0&hash=1488a5e7537b8c9d9f18f5d2c8, consulté le 26/04/2022.

9. <https://www.lesoir.be/376893/article/2021-06-08/romelu-lukaku-sur-le-racisme-dans-le-football-cela-na-jamais-ete-aussi-grave>, consulté le 21/03/2022.

10. rtbf.be/article/lecollectif-balanceton-sport-s-interroge-le-sport-aurait-il-cree-par-les-hommes-pour-les-hommes-10754080, consulté le 14/03/2022.

SELON TOI, QU'EST-CE QUI PEUT FREINER OU EMPÊCHER LA PRATIQUE D'UN SPORT CHEZ LES JEUNES ? (PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES)

	JEUNE QUI PRATIQUENT UN SPORT	JEUNES QUI NE PRATIQUENT PLUS UN SPORT	JEUNES QUI N'ONT JAMAIS PRATIQUÉ UN SPORT
Les frais de cotisation	71,28%	66,25%	58,18%
Les frais d'équipement	64,77%	61,88%	45,45%
Le manque d'infrastructures indoor (salles, halls sportif..) accessibles	30,55%	32,50%	25,45%
Le manque d'infrastructures aménagées, entretenues et accessibles à l'extérieur	25,05%	21,88%	10,91%
La difficulté d'accès aux infrastructures par la mobilité douce (transport en commun, vélo, marche,...)	37,07%	32,50%	16,36%
Les difficultés de la pratique d'un sport pour les personnes porteuses d'un handicap	31,67%	30,00%	18,18%
Le manque de compétences des coaches	16,80%	18,75%	7,27%
L'exigence ou les difficultés de la pratique d'un sport	30,96%	28,75%	18,18%
L'apparition de difficultés physiques : blessures, maladies chroniques, douleurs...	44,30%	40,63%	21,82%
Le manque de temps	56,42%	65,00%	61,82%
L'absence d'envie ou de motivation pour le sport	56,82%	55,63%	61,82%
L'intérêt pour d'autres activités que le sport	31,98%	26,88%	27,27%
Les stéréotypes (sexistes, racistes, homophobes,...)	30,45%	30,00%	12,73%
Rien ne peut freiner ou empêcher la pratique d'un sport	5,60%	5,60%	3,75%

MOYENS POUR RENDRE LE SPORT ACCESSIBLE

À la suite de cette question sur les difficultés d'accès au sport, il était demandé de proposer les moyens pour rendre le sport accessible à un maximum de jeunes en cochant trois priorités.

Sans surprise, au vu des réponses précédentes, c'est l'aspect financier qui vient en tête des priorités des jeunes. Presque **un.e jeune sur deux** demande d'offrir des chèques sport à toutes et à tous les jeunes. Si on y ajoute les **31%** qui proposent d'offrir des chèques sport aux jeunes disposant de très peu de revenus, cela conforte l'importance de l'octroi de chèques sport pour la jeunesse.

Dans le mémorandum, les jeunes évoquent également et de manière plus radicale une nécessaire démocratisation des tarifs :

Certains ne peuvent pas s'inscrire dans un club de foot parce qu'ils ne savent pas payer. C'est pas normal. Les loisirs, c'est important. Ça devrait être gratuit ou au moins à un prix abordable.
(A., 16 ans)



Bien sûr, certaines communes offrent déjà des chèques sport. Mais il existe d'énormes disparités entre celles-ci. On constate, par exemple, que dans la commune de Molenbeek il faut avoir entre 3 et 18 ans et avoir des revenus familiaux inférieurs à certains barèmes pour obtenir des chèques sport et culture. À Anderlecht, on retrouve des critères similaires, mais on y ajoute qu'il faut que le club sportif ait ses activités sur le territoire de la commune. Les montants des barèmes imposés n'équivalent pas à ceux de Molenbeek. De même, les chèques sont octroyés à partir de l'âge de 5 ans (à partir de 3 ans à Molenbeek) et ces chèques sont accordés à condition de payer une cotisation de minimum 75 €. Si on se penche sur les villes wallonnes, on constate également d'énormes différences dans la façon dont ces chèques sont attribués. Les jeunes ne sont donc pas sur un pied d'égalité face au sport et surtout, on est loin de la gratuité. Il faudrait une politique plus ambitieuse et harmonisée qui dépasse ces offres limitées au niveau communal. Les régions et les communautés ont certainement un rôle à jouer dans cette démocratisation du sport pour la santé et l'inclusion des jeunes. Le Gouvernement islandais pourrait sans doute inspirer nos autorités. Dans le cadre d'un programme de lutte contre les assuétudes, le soutien à la pratique sportive, conjugué

à d'autres mesures plus drastiques, a permis d'obtenir chez les jeunes de connaître une chute considérable de la consommation d'alcool ou de drogues. À la fin des années 1990, une série d'enquêtes sociales met au jour la dérive des jeunes en Islande. À l'époque, plus de 40% des ados de 15 et 16 ans déclarent avoir bu au cours du mois précédent, un.e sur quatre fume et 17% reconnaissent avoir déjà consommé du cannabis - un taux comptant alors parmi les plus élevés d'Europe. En février 1997 un programme appelé «Drug-free Iceland» (Une Islande sans drogue), renommé ultérieurement «Youth in Iceland» (Les jeunes en Islande). Ce programme encourage notamment la pratique du sport. Dans la capitale islandaise, chaque famille dispose d'une enveloppe annuelle de 35.000 couronnes (environ 300 euros) par enfant de 6 à 18 ans pour l'exercice d'une activité extra-scolaire. Près de vingt ans après son lancement, la table est renversée: le pourcentage des jeunes déclarant avoir bu au cours du mois précédent a chuté à 5%, les fumeurs réguliers sont seulement 3% et 7% avouent avoir consommé du cannabis.¹¹ Certes la pratique sportive n'est pas l'unique raison de cette inversion, mais il a sans aucun doute contribué à la réussite de ce programme.

Toujours d'un point de vue pécuniaire, **4 jeunes sur 10** demandent que l'on subsidie davantage les clubs sportifs. Un meilleur financement de ces clubs permettrait de réduire le coût de la cotisation et donc d'attirer un public exclu par la barrière financière.

Les personnes sondées ont également indiqué comme une priorité l'inclusion de toute la population, en particulier d'un point de vue socio-culturel, puisque **1 jeune sur 3** demande qu'on encourage et favorise les jeunes de différents milieux socio-culturels à pratiquer le sport ensemble, **1 jeune sur 4** demande de favoriser la diversité dans le sport (quels que soient son genre, son orientation sexuelle, sa culture, ...) et **1 jeune sur 5** demande de favoriser l'accessibilité au sport des personnes porteuses d'un handicap. Ces trois demandes cumulées montrent la volonté des personnes consultées d'inclure toutes et tous les jeunes dans le sport. Les politiques liées à l'éthique, évoquées plus haut, ne semblent pas porter leurs fruits. En effet, comme nous l'avons déjà souligné, beaucoup de jeunes se sentent exclu.e-s et se voient dans l'obligation, si l'opportunité se présente, de se tourner vers des associations qui favorisent l'inclusion.

11. <https://www.levif.be/actualite/international/comment-l-islande-a-t-elle-rendu-ses-ados-clean-en-quelques-annees/article-normal-639225.html>, consulté le 22/03/2022.

Enfin, presque une personne sur quatre souhaiterait voir augmenter l'offre d'infrastructures indoor. Seulement **20%** des jeunes pratiquant un sport souhaitent cette augmentation. Par contre, **31%** des jeunes ne pratiquant plus un sport et **40%** des personnes n'ayant jamais pratiqué un sport voudraient cette augmentation. Cet écart entre les pratiquant-e-s et les non-pratiquant-e-s montre sans doute que les personnes qui pratiquent un sport ont plus de facilité d'accès aux infrastructures, notamment via leur club. Augmenter l'offre en finançant davantage la construction et la rénovation des infrastructures dans les communes et les écoles permettrait d'accueillir un public qui n'a pas les facilités d'accès à celles-ci.

On l'a vu plus haut, la lourdeur administrative en Wallonie pour obtenir une subvention et la limitation des subsides en Région bruxelloise ne permettent pas de mener une politique ambitieuse pour le développement des infrastructures. Une meilleure concertation et une franche collaboration entre les régions et les communautés permettraient sans aucun doute d'optimiser les moyens financiers saupoudrés entre celles-ci et d'augmenter l'offre à un plus large public.

SELON TOI, QUELS SERAIENT LES MOYENS POUR RENDRE LE SPORT ACCESSIBLE À UN MAXIMUM DE JEUNES ? (COCHE 3 PRIORITÉS)

	JEUNE QUI PRATIQUENT UN SPORT	JEUNES QUI NE PRATIQUENT PLUS UN SPORT	JEUNES QUI N'ONT JAMAIS PRATIQUÉ UN SPORT
Augmenter l'offre d'infrastructures indoor (salles, hall sportifs...)	20,16%	31,25%	31,25%
Augmenter l'offre d'infrastructures extérieures (terrains, parcours santé, street workout...)	19,04%	16,88%	16,88%
Améliorer la qualité des infrastructures indoor	12,83%	19,38%	19,38%
Améliorer la qualité des infrastructures extérieures	14,15%	13,13%	13,13%
Subsidier davantage les clubs ou les associations	42,77%	26,25%	26,25%
Offrir des chèques sport à toutes et à tous les jeunes	44,70%	46,88%	25,45%
Offrir des chèques sport aux jeunes disposant de très peu de revenus	29,12%	26,88%	26,88%
Favoriser la mobilité douce (transports en commun, vélo, marche,...)	18,23%	20,00%	20,00%
Favoriser l'accessibilité au sport des personnes porteuses d'un handicap	17,52%	22,50%	22,50%
Favoriser la diversité dans le sport (quels que soient son genre, son orientation sexuelle, sa culture, ...)	24,24%	29,38%	18,18%
Encourager et favoriser les jeunes de différents milieux socio-culturels à pratiquer le sport ensemble	33,60%	36,25%	7,27%
Soutenir et favoriser la formation des coaches	20,47%	10,00%	21,82%

PROMOTION DU SPORT



Enfin, selon une toute grande majorité des jeunes, la promotion du sport peut favoriser l'accès à celui-ci. Ce sont surtout les personnes pratiquant un sport (**83%**) qui mettent en évidence l'importance de cette promotion. **56%** des jeunes n'ayant jamais pratiqué un sport estiment que la promotion peut favoriser l'accès au sport.. Il est à noter que chez ces non-pratiquant-e-s, **40%** des réponses étaient « Je ne sais pas ». Ceci montre l'indécision chez les jeunes n'ayant jamais pratiqué un sport. Le faible pourcentage de personnes qui estiment que la promotion n'est pas utile justifie ce choix en disant que si une personne n'a pas envie de faire du sport, la promotion n'aura aucun impact.

Si l'on se penche sur la manière de faire cette promotion, près de **70%** des jeunes pensent qu'il faut sensibiliser au sport à l'école. Il existe déjà des initiatives menées par l'A.D.E.P.S.. Certaines actions ciblent particulièrement les écoles. L'opération « Clés pour la forme » a pour objectif l'amélioration de la condition physique des jeunes en proposant différentes «clés» aux enseignant-e-s en éducation physique, aux coaches ou à toute personne intéressée. Les opérations « Jeunes en forme », quant à elles, visent plus particulièrement les élèves de l'enseignement fondamental.

 **70% DES JEUNES INTERROGÉ·E·S PENSENT QU'IL FAUT SENSIBILISER AU SPORT À L'ÉCOLE**

La Direction générale du sport met aussi gratuitement à la disposition des fédérations sportives et de leurs clubs affiliés, des administrations communales et provinciales, des organisations de jeunesse, mais aussi des établissements scolaires, le matériel destiné à la promotion d'une discipline sportive, la création ou le développement d'un mouvement sportif, ou lors d'une manifestation sportive exceptionnelle.

On peut également épingle l'organisation annuelle du rhétotrophée qui touche plusieurs centaines d'élèves de rhéto.

Toutefois, on peut se demander si ces actions ne pourraient pas être renforcées dans le parcours scolaire des jeunes. En effet, celles-ci ne sont pas systématiquement organisées dans toutes les écoles puisqu'elles dépendent surtout de la bonne volonté des équipes pédagogiques. Une collaboration plus étroite entre l'A.D.E.P.S. et l'administration de l'enseignement obligatoire pourrait rendre la promotion du sport pérenne dans toutes les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles touchant ainsi l'ensemble des élèves de

manière systématique.

De même, près de la moitié des personnes consultées pensent qu'organiser des moments de démonstration dans des clubs ou des communes peut être intéressant pour la promotion du sport. Là aussi, une collaboration accrue entre l'A.D.E.P.S. et les communes ou clubs locaux est à encourager.

Selon **40%** des jeunes, il faudrait faire plus de campagnes de promotion dans les médias. Comme nous l'avons vu plus haut, les jeunes estiment que le sport est bon pour la santé. On le sait, les performances des élites sportives belges lorsqu'elles sont médiatisées font augmenter le nombre d'adhésions des jeunes dans les disciplines où nos athlètes excellent. Mais doit-on attendre de grands événements internationaux pour faire la promotion du sport ? De plus, certaines disciplines sont très peu, voire pas du tout médiatisées. Des campagnes devraient être menées à d'autres moments de l'année pour vanter les effets bénéfiques du sport. Une attention particulière devrait être portée sur les sports moins médiatisés afin d'amener les jeunes à s'intéresser à ceux-ci.

Une autre manière de toucher la jeunesse dans son ensemble est, selon **40%** des personnes sondées, de rendre visible dans les médias la diversité des personnes pratiquant un sport (en termes de genre, de milieu socio-culturel,...). On l'a vu plus haut, différentes discriminations peuvent être un véritable frein pour pouvoir pratiquer un sport. En faisant davantage la promotion de la diversité dans le monde du sport, ce sera sans doute un pas vers l'inclusion de plus de jeunes. Certes, on peut percevoir une évolution dans la médiatisation du handisport. Mais le temps d'antenne consacré aux élites du handisport, par exemple, dans un tournoi de tennis reste minime, voire inexistant, par rapport à la diffusion des matchs des autres athlètes. De même, le sport féminin commence à être programmé sur les chaînes télévisées. Le mardi 29 mars 2022, pour diffuser un match amical des Diabes rouges, la RTBF n'hésitait pas à déplacer l'émission The Voice dans sa programmation. Curieusement, le mardi 12 avril 2022, la même émission The Voice était maintenue sur la Une et le match éliminatoire de la Coupe du monde féminine des Red Flames était programmé sur Tipik, la deuxième chaîne de la RTBF qui récolte nettement moins d'audience que la Une. Selon une étude de l'UNESCO de 2018, les femmes ne reçoivent seulement que 4 % de la couverture médiatique sportive. Dans ces 4%, on fait davantage référence à l'apparence physique et à la vie privée des athlètes qu'à leurs compétences sportives.¹²

12. fr.unesco.org/node/282866, consulté le 22/03/2022.

PAR QUELS MOYENS PEUT-ON FAIRE LA PROMOTION DU SPORT ? (PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES)

	JEUNE QUI PRATIQUENT UN SPORT	JEUNES QUI NE PRATIQUENT PLUS UN SPORT	JEUNES QUI N'ONT JAMAIS PRATIQUÉ UN SPORT
Faire plus de campagnes de promotion dans les médias	39,66%	41,90%	39,71%
Sensibiliser au sport dans les écoles	71,96%	67,62%	67,65%
Augmenter le nombre d'heures d'éducation physique dans les écoles	42,12%	32,38%	32,35%
Organiser des moments de démonstration dans des clubs ou des communes	47,55%	50,48%	47,06%
Sensibiliser les jeunes grâce à certaines structures (maison de jeunes, de quartier, A.M.O...)	24,55%	30,48%	27,94%
Visibiliser dans les médias la diversité des personnes pratiquant un sport (en termes de genre, de milieu socio-culturel,...)	42,89%	38,10%	36,76%



CONCLUSION



Cette consultation a confirmé l'intérêt de la jeunesse pour le sport et a mis en évidence l'importance de celui-ci pour la santé physique et mentale ainsi que pour le développement des relations sociales.

Toutefois, force est de constater que tout le monde n'a pas les mêmes chances et les mêmes possibilités d'accéder au sport. En effet, l'aspect financier, l'accès aux infrastructures et le manque d'inclusion et de tolérance, entre autres, peuvent créer des inégalités entre les jeunes face au sport.

Il est donc important que les autorités compétentes soutiennent la pratique sportive. En offrant des chèques-sport à toutes et à tous les jeunes et en subsidiant davantage les clubs et les associations, cela permettra à toutes et à tous d'avoir les mêmes chances de pouvoir accéder au sport. Afin d'augmenter l'offre des infrastructures sportives et de permettre à un maximum de jeunes d'y accéder, il faudrait mener une politique qui soutienne le développement ou la rénovation de ces infrastructures, particulièrement dans les écoles qui pourraient les mettre à disposition des jeunes, mais qui n'ont pas toujours les moyens humains et financiers pour le faire. Les stéréotypes (sexistes, racistes, homophobes..) sont encore présents dans le monde sportif et excluent de nombreux·ses jeunes qui n'osent pas franchir les portes d'un club. Il faut lutter contre ces discriminations en amont, particulièrement en sensibilisant davantage les jeunes dans le milieu scolaire.

C'est souvent grâce à un·e proche que les jeunes découvrent une discipline sportive. Dès lors, il n'existe pas une véritable diversité socioculturelle dans les clubs et associations sportives. Afin de rendre le sport, quel qu'il soit, accessible à un maximum de personnes, favorisant ainsi la diversité, il est important d'en faire la promotion via l'école, les clubs. Les médias ont également un rôle à jouer en rendant plus visible la diversité (genre, handicap...) dans le sport.. Ce sera alors une opportunité pour toucher des jeunes qui n'ont pas la chance d'avoir accès au sport. Enfin, il faudrait améliorer la mobilité douce vers les infrastructures sportives pour donner aux jeunes les mêmes chances de pouvoir pratiquer un sport.

Les autorités politiques doivent être sensibles à cette problématique et malgré la complexité de nos institutions doivent travailler de concert pour investir davantage dans le sport et optimiser les ressources déjà existantes.



Afin d'encourager et de rendre le sport accessible à toutes et tous les jeunes, le Forum des Jeunes souhaite que :



les autorités publiques financent et harmonisent les aides financières, **via des chèques sport, dans toutes les communes** de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse et octroie **davantage de subventions** pour les clubs et associations développant le sport ;



soit développée une politique qui favorise l'accès aux infrastructures pour les jeunes n'appartenant pas à un club sportif, notamment en nouant davantage de **partenariats avec les écoles**, via des aides substantielles. **Une concertation et une meilleure collaboration** entre les pouvoirs régionaux et communautaires s'avère nécessaire ;



la **mobilité douce** vers les infrastructures sportives soit développée, améliorée et sécurisée par les autorités afin de favoriser leur accessibilité, particulièrement en soirée ;



soit menée une politique de prévention contre la discrimination dans le monde sportif, mais surtout qu'au préalable une information soit donnée dans les écoles afin que tout type de discrimination (validiste, sexiste, sociale, culturelle...) soit abordée et que **l'inclusion devienne une réalité dans le sport** ;



le politique sollicite les médias et les soutienne financièrement pour faire la promotion de **tous** les sports et de **tout** type d'inclusion dans le sport afin de permettre à un maximum de jeunes de pouvoir y accéder sereinement ;



les autorités publiques soutiennent et pérennisent structurellement la promotion du sport **dans l'ensemble des écoles, les clubs et les associations**. Cette promotion ouvrirait la possibilité à un plus grand nombre de jeunes de découvrir et de pratiquer un sport.



Forum des Jeunes



@Forumjeunes_BE



forum.jeunes@cfwb.be



@forum.jeunes



02/413 29 30